
Le Guide des sources d'archives de la Commune de Paris et du mouvement communaliste (1864-1880)

René Bidouze



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chrhc/1149>

ISSN : 2102-5916

Éditeur

Association Paul Langevin

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 243-249

ISBN : 2-907452-25-8

ISSN : 1271-6669

Ce document vous est offert par Université Paris-Est Marne-la-Vallée



Référence électronique

René Bidouze, « Le Guide des sources d'archives de la Commune de Paris et du mouvement communaliste (1864-1880) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 94-95 | 2005, mis en ligne le 01 janvier 2008, consulté le 10 avril 2018. URL : <http://journals.openedition.org/chrhc/1149>

Ce document a été généré automatiquement le 10 avril 2018.



Les contenus des *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Le Guide des sources d'archives de la Commune de Paris et du mouvement communaliste (1864-1880)

René Bidouze

- 1 À la fin de l'année 2005 ou au début de l'année 2006 sera édité un *Guide des sources d'archives de la Commune de Paris et du mouvement communaliste (1864-1880)*. Il sera temps, à ce moment, là, d'analyser le contenu de ce document de recherche, de le soumettre à un examen critique, et d'en évaluer la portée. Mais il a paru utile dès maintenant, à l'occasion de la sortie en octobre 2004, des Actes d'une Journée d'études qui se tint en avril 2002 à l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris, actes présentés comme un « document d'étape », d'éclairer quelque peu cette démarche inédite.
- 2 L'acte de naissance du projet réside dans une démarche faite au nom de l'association *Les Amis de la Commune de Paris 1871*, en avril 2001, auprès de Michel Duffour, alors Secrétaire d'État au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle.
- 3 Le mémoire remis à cette occasion rappelait les multiples témoignages de l'intérêt suscité par les événements de cette période. Après la publication de souvenirs, récits et correspondances des témoins et acteurs de ces événements, pendant tout le vingtième siècle, des centaines d'articles, ouvrages et colloques leur ont été consacrés. On assiste encore aujourd'hui à un phénomène impressionnant de réédition des ouvrages les plus marquants, de publication de nouveaux travaux, de soutenance sur divers aspects du sujet, de mémoires de maîtrise et de thèses de doctorat². Des publics larges et variés réservent un remarquable accueil aux manifestations commémoratives, expositions, conférences, diffusion d'ouvrages, publications et brochures, visites guidées.
- 4 Comment faire, dès lors, pour aller au-delà du « devoir de mémoire » qui inspire toujours des militants actifs et dévoués, et satisfaire une demande accrue de connaissance, de recherche et d'étude ?

- 5 Les sources publiques et privées, manuscrites et imprimées, les objets et éléments matériels, les sites et lieux de mémoire du mouvement communaliste, représentent un patrimoine considérable – dont une partie a été détruite au cours même des événements – extrêmement dispersé à Paris, dans la région parisienne, en province, et dans un certain nombre de pays étrangers, pas seulement ceux où ont résidé des communards exilés.
- 6 D'où la proposition, par analogie avec ce qui a été fait dans des domaines aussi divers que la Seconde Guerre mondiale, la Déportation, les Grèves de 1968, l'Environnement, les Travaux publics, le Scoutisme, le Cheval, le Sport... et bien d'autres encore, de réaliser un guide de sources d'archives.
- 7 Fallait-il se limiter aux événements de la Commune de Paris, qui se sont déroulés du 18 mars au 28 mai 1871 ? Leur portée et leur signification ne peuvent être pleinement appréhendés que dans une approche générale des faits qui les ont immédiatement précédés et de ceux qui les ont suivis. On sait bien que la Révolution du 18 mars 1871 s'explique par un ensemble de données politiques, économiques et sociales qui ont marqué l'évolution de la France et de sa capitale avant l'effondrement du Second Empire, la proclamation de la République, et la fin de la guerre franco-allemande. On sait aussi qu'ils s'éclairent, au lendemain de la Semaine sanglante, de la déportation et de l'exil, par les processus qui ont conduit aux succès électoraux des républicains, à l'instauration de la IIIe République, au retour des communards amnistiés. D'où le choix d'une période d'une quinzaine d'années, de 1864 à 1880.
- 8 Si d'autre part les délibérations de l'assemblée de la Commune de Paris, ses actes et décisions, les combats de rues et les barricades, constituent le cœur de l'événement, on ne saurait négliger ou ignorer les données propres aux départements, aux grandes villes, à de nombreuses localités plus modestes, ni les documents de toute nature concernant les origines, les racines provinciales des hommes et des femmes qui, dans les rangs de la Garde nationale, et dans la vie des quartiers de Paris, ont été les acteurs essentiels.
- 9 Ces considérations de temps et d'espace justifient le contenu et l'intitulé du *Guide des sources d'archives* qui s'applique non seulement à la Commune de Paris, mais aussi au « mouvement communaliste ».
- 10 Comment réaliser un tel document ?
- 11 Le 30 août 2001, une rencontre entre Martine de Boisdeffre, directrice des Archives de France, et les représentants de l'équipe scientifique en voie de constitution au sein de l'association *Les Amis de la Commune de Paris*, a donné lieu à un « relevé de décisions » dont la mise en œuvre a été rapidement engagée.
- 12 En octobre 2001, un groupe de travail composé de représentants de l'administration et de cette équipe scientifique a examiné et adopté le projet de grille d'enquête dont cette dernière avait établi le projet.
- 13 Ce questionnaire très élaboré a été diffusé au début de 2002 auprès des services départementaux des Archives, et par leur intermédiaire, à un certain nombre de services d'archives communales.
- 14 La Ville de Paris répondit alors aux sollicitations qui lui étaient faites et s'associait au projet. Le 10 avril 2002, elle accueillait à l'auditorium de l'Hôtel de Ville une Journée d'études qui devait établir le cadre général des travaux. Cette journée fut ouverte par les allocutions d'Odette Christienne, adjointe au maire de Paris chargée de la Mémoire, du monde combattant et des archives – qui accueillait les participants, de René Bidouze,

vice-président des Amis de la Commune, ancien conseiller d'État en service extraordinaire, qui exposait les caractéristiques du projet et ses finalités, et de Robert Tombs, professeur à l'Université de Cambridge, qui apportait la contribution de l'historien. Quatre tables rondes se sont tenues sur chacun des thèmes suivants : archives administratives centrales et locales, archives militaires, archives judiciaires et pénitentiaires, fonds privés et sources bibliographiques. Chacune de ces tables rondes était dotée d'un animateur : Marie-Paule Arnould, directrice du Centre historique des Archives nationales, Robert Tombs, Jean-Claude Farcy, chargé de recherches au CNRS, Pierre Casselle, conservateur général de la Bibliothèque administrative de la ville de Paris. Des rapporteurs représentaient l'administration des Archives : Yvette Lebrigand, responsable de la section du XIX^e siècle du Centre historique des Archives nationales, Arnaud Ramière de Fortanier, directeur des Archives départementales des Yvelines, Corinne Hubert, conservateur des Archives communales de Versailles pour la première table ronde, Thierry Sarmant, responsable des archives et des bibliothèques historiques du Service historique de l'Armée de terre pour la seconde, Bruno Corre, directeur du service des Archives du Val-d'Oise pour la troisième, et François Gasnault directeur des Archives de Paris pour la quatrième. Rémy Valat, Marcel Cerf, Pierre-Henri Zaidman, Robert La Quillec, membres de l'équipe scientifique de l'association, étaient également rapporteurs dans chacune de ces tables rondes, marquées par des débats dans lesquels sont intervenus, aux côtés des divers rapporteurs, une quinzaine de participants. Martine de Boisdeffre, directrice des Archives de France, prononçait le discours de clôture ³.

- 15 Les compétences archivistiques et historiques des uns et des autres ont contribué à orienter et à éclairer – c'était d'ailleurs leur but – les travaux ultérieurs d'élaboration du Guide de recherches.
- 16 Le démarrage de l'opération a été assuré par le petit groupe de cinq personnes qui ont effectivement participé comme intervenants et rapporteurs à la Journée d'études, et dont les publications personnelles concernant la Commune sont mentionnées dans les Actes. Cette équipe s'est rapidement décantée et consolidée sous l'impulsion de trois responsables (René Bidouze, Rémy Valat, archiviste, doctorant en histoire et plus tard titulaire d'un DESS d'archivistique, Pierre-Henri Zaidman, maître de conférences à l'Université Paris V René Descartes) assumant les liaisons avec la direction des Archives de France. Elle s'est livrée à l'exploitation des réponses des services départementaux et communaux, à l'élaboration de la grille d'enquête et à des investigations systématiques dans les services d'archives centraux et parisiens à partir de l'automne 2002 et au long des années 2003-2004. Au moment où s'ouvre l'ultime phase d'élaboration du projet, celle de la rédaction du document, l'équipe scientifique est composée d'une quinzaine de membres passionnés par le sujet, et sans le dévouement desquels l'opération aurait été impossible (voir ci-après).
- 17 Dans le même temps, un jeune archiviste (Richard Wagner) était associé à l'équipe. Sa mission était d'établir – à partir des fichiers de la préfecture de police, du Service historique de l'Armée de terre, des séries C et BB des Archives nationales recoupées avec les inventaires de la section du XIX^e siècle – des bases de données de noms et références de personnes arrêtées et poursuivies pour appartenance à la Première Internationale (Association internationale des travailleurs), ou pour faits d'insurrection dans la période considérée, soit environ 50 000 personnes, avec référence à leur dossier et indication du lieu de leur conservation.

- 18 Au cours de l'année 2004, il est apparu que les fonds d'archives centraux et ceux des départements et communes de la région Ile-de-France en cours de traitement constituaient à eux seuls un ensemble très important, dont les premières évaluations conduisaient à penser qu'il nécessiterait un volume d'environ mille pages, indépendamment du cd-rom reprenant les bases de données. D'autre part, les réponses d'un certain nombre de services départementaux et communaux à la grille d'enquête n'étaient pas encore parvenues à la direction des Archives de France. Les fonds relatifs à des événements particulièrement marquants de la période dans diverses villes de province, et aux Communes proclamées dans plusieurs grandes villes, sans lesquels le guide serait inconcevable, avaient pris du retard.
- 19 L'équipe scientifique a donc suggéré de disjoindre ces archives, qui devront faire ultérieurement l'objet d'un deuxième volume.
- 20 La collaboration dans le domaine archivistique entre la direction des Archives de France et une équipe scientifique extérieure à l'administration est une donnée somme toute classique d'une opération de ce type, que l'on rencontre, sous des formes plus ou moins variées, dans l'élaboration de guides édités précédemment. S'agissant de fonds d'archives conservés et d'inventaires réalisés par les services de l'administration qui doivent être exploités et classés selon des normes établies, cette collaboration est indispensable. D'autre part, si l'association *Les Amis de la Commune* est officiellement à l'origine de cette opération, est en rapport à ce titre avec la direction des Archives de France, et est habilitée, comme association régie par la loi de 1901, à recevoir les subventions nécessaires au financement, et plus tard à l'édition du guide, l'équipe scientifique dispose nécessairement d'une autonomie et d'une capacité d'initiative qui sont les conditions de son efficacité. Elle s'est d'ailleurs élargie au cours de ses travaux en ayant recours à diverses compétences extérieures. Elle ne peut être assimilée – comme certains semblent encore le croire – à un simple groupe de travail interne de l'association. D'autant que les travaux d'élaboration du guide exigent un ensemble de qualifications, l'acquisition de connaissances et de techniques qui les situent hors du champ habituel d'activité de cette dernière. Une certaine formation, nécessaire à l'exploitation des inventaires communiqués par les services, a été donnée à plusieurs des membres de l'équipe, qui ont ensuite accompli leur tâche dans des conditions qui méritent l'éloge.
- 21 La réalisation du Guide présente une originalité qui doit être soulignée. Le partenariat technique entre l'équipe des *Amis de la Commune de Paris* et la direction des Archives de France s'est étendu dès le début à la Ville de Paris. Dans ce partenariat, chaque partie remplit une mission spécifique.
- 22 La participation de la Ville de Paris revêt une signification symbolique qui ne peut laisser indifférents ceux qui veulent à des titres divers perpétuer la mémoire de la Commune de Paris. Elle s'inscrit dans une continuité attestée tout particulièrement par la grande exposition sur la Commune présentée avec l'association au printemps 2004 dans les salons de l'Hôtel de Ville, dont le succès s'exprime dans le nombre de visiteurs : quarante mille. Sans parler du concours apporté chaque année par une mairie d'arrondissement à la commémoration du 18 mars et la présence fidèle d'élus parisiens à la manifestation du Mur des Fédérés. Cette participation s'est avérée concrète et efficace. Les subventions accordées ont permis l'équipement informatique de l'équipe scientifique, le financement des bases de données constitutives du CDrom, une part des frais de fonctionnement. Comme l'a souligné Mme de Boisdeffre, directrice des Archives de France, ce partenariat tripartite est exemplaire.

- 23 Le premier volume du projet, rédigé essentiellement par Rémy Valat et Pierre-Henri Zaidman, très efficacement assistés dans la dernière phase de Quentin Dupuis et Sophie Delmas, vérifié et relu par les autres membres de l'équipe (Georges Aillaud, Marcel Cerf, Jacqueline Duvaudier, Thérèse Gourmaud, Jacqueline Hog, Micheline et René Nebut, Pierre Passeron, Bernard Vassor), soumis à un examen critique de personnalités extérieures compétentes, notamment Jacques Rougerie, historien reconnu de la Commune de Paris, fait l'objet au cours du premier semestre 2005, d'un examen par les services de la direction des Archives de France, plus spécialement chargés de vérifier la validité de l'ensemble et sa conformité aux normes en vigueur.
- 24 Ce Guide comprend deux parties. La première, qui doit permettre aux chercheurs d'avoir un aperçu d'ensemble du thème étudié avec une connaissance précise des fonds existants, est consacrée aux « Notices historiques et méthodologiques » afférentes à la période. La seconde est consacrée à la présentation des « Sources », classées systématiquement par services d'archives : archives centrales conservées par le Centre historique des Archives nationales et par les ministères de la Défense et des Affaires étrangères qui jouissent de l'autonomie, archives parisiennes conservées par les Archives de Paris et par d'autres services à statut particulier tels que la préfecture de police, l'Assistance publique, archives de l'Assemblée nationale et du Sénat, archives conservées dans divers établissements, bibliothèques, musées, archives détenues dans les différentes communes de la région Ile-de-France. Le CDrom évoqué ci-dessus sera inséré dans un volume « papier » d'environ mille pages, à moins que finalement, il ne soit décidé de présenter dans un unique CDrom l'ensemble du guide.
- 25 Un tel document ne peut être qu'une œuvre scientifique dépouillée de toute préoccupation partisane et de toute tentation d'instrumentaliser l'événement. Il sera avant tout un instrument de recherche au service des historiens, des chercheurs, des étudiants. Mais on ne saurait oublier qu'il est l'œuvre de militants bénévoles engagés, conscients de l'intérêt que présente une étude approfondie des événements de la Commune de Paris pour tous ceux qui sont attachés aux valeurs universelles dont le peuple de Paris était porteur en 1871, et qui ont tissé un lien puissant entre les générations : la résistance patriotique à l'envahisseur, la sauvegarde de la République, les libertés municipales pour la capitale, la justice sociale, la laïcité de l'État et de l'école. Il intéressera donc un public s'étendant bien au-delà des spécialistes, et sera à ce titre une contribution inédite à la connaissance de la Commune et des communards.
- 26 On a indiqué plus haut que la présentation et la synthèse des fonds d'archives des départements et communes de province feraient l'objet d'un second volume.
- 27 En fait, l'exploitation des réponses à la grille d'enquête est largement engagée. Il s'agira de recenser les services locaux qui n'ont pas encore répondu, de les relancer en vue de couvrir la plus grande partie possible du territoire national, d'achever l'exploitation des réponses.
- 28 Ce deuxième volume présentera un intérêt au moins égal à celui du premier et ouvrira des horizons nouveaux et étendus à la recherche.
- 29 On sait, en effet, que la période couverte par le guide a été marquée par des manifestations de portée diverse du mouvement républicain dans des dizaines de villes, et qu'une Commune éphémère a été proclamée à Lyon (22-25 mars 1871), Marseille (23 mars-4 avril), Narbonne (24 -31 mars), Toulouse (24-27 mars), Le Creusot (27-28 mars), Saint-Étienne (27-28 mars).

- 30 L'élaboration de cette deuxième partie du projet impliquera un élargissement et un certain renouvellement de l'équipe, le concours de chercheurs universitaires, archivistes, bibliothécaires, constituant une sorte de réseau de correspondants associés.
- 31 Comme on l'a fait avec la Ville de Paris pour le premier volume, il faudra intéresser et solliciter les représentants des villes qui ont connu une Commune dans les années 1871 et le plus grand nombre possible de celles qui ont connu des événements plus ou moins marquants.
- 32 La réalisation du *Guide des sources d'archives de la Commune de Paris et du mouvement communaliste (1864-1880)* considéré dans toutes ses dimensions aura donc été une œuvre de longue haleine, dont il faut espérer qu'elle associera aux pionniers des années 2001-2005 de nouvelles compétences, voire de nouvelles passions pour la recherche, pour la vérité historique, pour la reconnaissance à l'égard d'hommes et de femmes qui eurent le mérite d'une révolution sociale aux avants-postes de la République et des libertés municipales et dont beaucoup le payèrent de leurs souffrances et de leur vie.
-

NOTES

1. Auteur de plusieurs ouvrages sur le syndicalisme des fonctionnaires, l'administration et la fonction publique, René Bidouze a publié, sur la période de la Commune :
- *Lissagaray, la plume et l'épée*, Éditions ouvrières, 1991.
- *72 jours qui changèrent la cité, La Commune de Paris dans l'histoire des services publics*, Éditions Le Temps des cerises, 2001.
- *La Commune de Paris telle qu'en elle-même, Une révolution sociale aux avant-postes de la République*, Éditions Le Temps des cerises, 2004.
 2. Robert Le Quillec, *La Commune de Paris, bibliographie critique (1871-1997)*, Éditions La Boutique de l'histoire, 1997 (en cours de réédition).
 3. *Les sources de l'histoire de la Commune de Paris et du mouvement communaliste (1864-1880)*, Actes de la Journée d'études du 10 avril 2002 à l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris, Direction des Archives de France, Les Amis de la Commune de Paris 1871, Paris 2004.
-

RÉSUMÉS

C'est un acteur d'une histoire militante particulièrement passionnée, celle de l'association des Amis de la Commune de Paris¹, qui présente ici comment, pas à pas, la rencontre, méthodique, consciente des différences, d'une initiative militante et de l'apport scientifique des divers services d'archives, permet d'aboutir à la réalisation d'un nouveau guide des sources, outil de travail fondamental de l'historien, source, soyons-en sûr, de nouvelles lectures, de nouvelles recherches de jeunes et de moins jeunes passionnés.

INDEX

Index géographique : France

Index chronologique : XIX^e siècle

Mots-clés : archives, Commune de Paris, guide, militantisme

AUTEUR

RENÉ BIDOUZE